

## LA SECURITE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE A L'AUBE DU XXI<sup>e</sup> SIECLE

Georges COURADE

IRD – Ouagadougou, B. et IEDES, Université Paris 1, Fr.

### Introduction : Une forte proportion de familles africaines vivent encore avec l'incertitude alimentaire où qu'elles se trouvent

Sans verser dans le pessimisme, l'incertitude sur ce que l'on va manger au jour le jour reste une réalité en Afrique subsaharienne. Elle demeure présente dans les villes comme dans les campagnes, dans les régions pluvieuses favorables à une agriculture des plus diversifiées au monde (comme La République Populaire du Congo (ex-Zaire) ou dans les régions connaissant des aléas climatiques (Sahel, corne de l'Afrique, Afrique australe), dans les pays en guerre civile évidemment, comme dans d'autres connaissant une situation de meilleure sécurité de la circulation des vivres et des personnes. S'il y a des exceptions, elles sont très rares. Elles sont à chercher du côté du Malawi et du Cameroun méridional où autosuffisance rime avec sécurité alimentaire. Encore que l'on rencontre dans ce joyau d'agriculture intensive qu'est le pays barniléké (Cameroun) 15% d'enfants sous alimentés ! Alors qu'avant la décennie 90, c'étaient les paysans sans terre et ceux cultivant sur des terres épuisées ou marginales, c'étaient les enfants, les femmes, les éleveurs, les analphabètes, les *débrouillards* et *sauveteurs* des villes, les familles nombreuses et monoparentales qui subissaient les risques alimentaires majeurs, on voit dans la présente décennie la plupart des groupes plus ou moins touchés par le risque d'insécurité alimentaire. C'est que la paupérisation de certaines couches sociales comme le rétrécissement sensible de la « famille-providence » (la « solidarité africaine ») ont fait leur œuvre à la suite des politiques d'ajustement structurel comme du développement d'une société plus individualiste.

L'insécurité alimentaire a donc vu sa nature changer. D'agronomique et politique, elle est devenue aussi économique et surtout sociale. Elle s'est enchaînée dans la société africaine globale. Voilà pourquoi il sera difficile de l'éradiquer complètement.

### 1. Petit état des lieux de nature à interpeller chacun

Sur 47 pays africains subsahariens, seuls 4 sont considérés comme autosuffisants. La population peut s'y alimenter majoritairement avec des produits nationaux mais de vastes couches de la société connaissent cependant des problèmes de sous-alimentation.

Autosuffisance ne signifie pas sécurité alimentaire ! Qu'un petit émirat comme le Gabon importe à grands frais d'Afrique du Sud et de ses voisins son alimentation pour nourrir une toute petite population ne pose que des problèmes d'ordre socio-culturel. Qu'un pays du Sahel ait la même politique renvoie à des questions autrement plus embarrassantes. Que Kinshasa se nourrisse de viande européenne importée (bas morceaux dont on ne connaît pas la qualité sanitaire) alors que la RDC dispose de troupeaux au Kivu relève de l'absurdité. Que le Nigeria, magnifique producteur agricole à l'indépendance (premier producteur d'huile de palme et d'huile d'arachide) importe de Malaisie une huile qu'il pourrait parfaitement produire met en cause la politique alimentaire qu'il a menée depuis 1974 et la « pétrolisation » de son économie (syndrome hollandais). L'aide alimentaire nourrit encore de nombreux ménages africains avec des produits qui ne sont que rarement dans la palette culinaire africaine : on pourrait citer des exemples au Burkina Faso même.

Que l'aide alimentaire d'urgence soit nécessaire, personne n'en doute dans les cas de disettes conjoncturelles ou catastrophiques, mais cette aide ne concerne au plus qu'un tiers de l'aide totale. Les réseaux de surveillance et d'alerte (« Early warning systems ») au niveau africain et mondial sont là pour mobiliser les donateurs d'aide en nature. Fondés sur l'observation satellitaire de la croissance de la végétation et son interprétation, ces réseaux estiment les récoltes à venir en s'appuyant aussi sur des suivis sur le terrain de divers indicateurs. Encore faut-il constater, dans certains pays des demandes sans rapport avec la situation réelle ! Si les satellites nous informent, les régimes en place savent parfaitement manipuler les chiffres pour des raisons faciles à comprendre ! Et la majorité de cette aide permet d'écouler des excédents dont on ne sait que faire dans les silos américains (blé, riz, maïs) ou les chambres froides européennes (viandes, produits laitiers). Alors que l'Amérique refuse de manger du maïs transgénique Starlink d'Aventis ou l'Europe de la viande de bétail alimenté avec des farines animales, vont-elles envoyer maïs transgénique et viande douteuse en Afrique ? !! faut savoir que des autorités scientifiques médiatiques comme Axel Kahn, président de la commission de

génie biomoléculaire (qui a été aussi directeur scientifique chez Aventis), estiment que le développement des OGM est justifié par les problèmes de la faim au Sud, pas au Nord! Rappelons aussi que le régime Chinois dans "sa grande sagesse" a été le premier à introduire massivement les semences transgéniques dans son agriculture dès 1988! L'aide alimentaire triangulaire (consistant à acheter des aliments de la sous-région pour alimenter les habitants de cette même sous-région sans modifications d'habitudes alimentaires) s'est avérée difficile à mettre en œuvre après quelques tentatives, au Sahel notamment. Les difficultés à trouver des stocks de vivres disponibles (nécessité de collecter les quantités désirées) et à les acheminer, doublées de problèmes politico-administratifs ont découragé les rares donateurs s'engageant dans ce type d'aide.

Les politiques d'ajustement structurel pratiquées un peu partout et les manipulations monétaires (dévaluation du Fcfa de 1994, de la monnaie zimbabwéenne, etc.), sans doute nécessaires sur le plan économique et financier, ont entraîné une paupérisation des couches moyennes en renchérissant les prix des denrées durant la dernière décennie sans que les revenus aient suivi. Rappelons que l'ajustement structurel a pour objet de rétablir les comptes extérieurs et intérieurs des Etats ne pouvant plus assurer le service de la dette (paiement des intérêts) : pour ce faire, le Fonds Monétaire International et la communauté des bailleurs préconisent une « purge libérale » pour rétablir les « grands équilibres » macroéconomiques, stabilisation de la demande (compression du pouvoir d'achat des salariés), réduction de l'appareil et des dépenses de l'Etat et meilleure collecte des impôts et taxes, relance de la production en recherchant une meilleure compétitivité face aux pays concurrents d'Asie et d'Amérique Latine. Ce sont les secteurs sociaux (éducation et santé) et régaliens (justice, gestion forestière, etc.) qui ont été et qui restent ainsi les plus pénalisés avec des conséquences désastreuses pour les plus démunis. Et la libéralisation sous contrainte qui s'est mise en route en de nombreux pays se traduit par une généralisation des pratiques corruptives, grandes et petites, qui pénalisent d'abord ceux qui ne peuvent s'appuyer sur des réseaux sociaux comme cela s'est vu au Cameroun ou au Nigeria ou qui ne peuvent réaliser ce type de prélèvement pour leur compte.

La redistribution sociale, ce que l'on appelle à tort la solidarité communautaire africaine, en a été modifiée un peu partout, mais dans les grandes villes d'abord, Douala ou Dakar, Abidjan ou Bamako, selon les études réalisées. Plus que jamais, on ne soutient les membres de sa fratrie, de son village ou de son clan que par rapport à l'espérance de retour que l'on en a si bien que l'échelle de l'entraide se réduit. Les programmes palliatifs récents de lutte contre la pauvreté (programmes nutritionnels, sanitaires ou hydrauliques ciblés, etc.) n'ont aucunement compensé les baisses drastiques de niveau de vie dans la mesure où ils n'étaient pas à la hauteur des enjeux (voir les évaluations des programmes Dimensions Sociales de l'Ajustement par la Banque mondiale elle-même). Tout cela fait que des groupes ayant jusque là des revenus suffisants connaissent la débrouille et la galère, ce qui se traduit par des incertitudes alimentaires nouvelles.

Depuis la guerre du Biafra, on sait que l'Afrique sait manipuler « l'arme alimentaire » pour maintenir les frontières coloniales. Avec les nouveaux seigneurs de la guerre et leurs milices d'enfants (Afrique centrale, Libéria, Sierra Leone, Soudan méridional) on voit s'instaurer des « guerres totales ». Pillages des greniers, prélèvements obligatoires, embargos sur l'aide alimentaire, blocus de régions insoumises sont devenus des réalités banales sur le continent africain mais passées sous silence malgré la multiplication des médias !

## **2. La notion de sécurité alimentaire aujourd'hui**

La notion de sécurité alimentaire a fait l'objet de multiples définitions (plus de 300 selon certains spécialistes). Si l'on se réfère au travail du comité de sécurité alimentaire de l'OAA (FAO), c'est la définition adoptée à partir de 1981, améliorée depuis (respect des préférences alimentaires) qui recueille un large consensus.

Cette institution d'agronomes a toujours privilégié le volet production : produire plus a été un leitmotiv dans les années soixante et soixante-dix, mais aussi aujourd'hui pour « défendre » les plantes alimentaires transgéniques. Raison avancée : il faut faire face à une population qui augmente « trop » rapidement. Depuis Malthus, on estime que la production alimentaire ne peut suivre l'ampleur de la progression démographique si tant est que l'on puisse faire des projections fiables dans le temps. Le catastrophisme des projections démographiques en Asie notamment (péril jaune) a ainsi conduit les fondations américaines dès la deuxième guerre mondiale à mettre l'accent sur les semences sélectionnées qui ont débouché dans les années soixante sur un modèle d'agriculture intensive dite « productiviste » par ses détracteurs autour des variétés de céréales (blé, riz, maïs d'abord). On sait que cette agriculture (*révolution verte*) qui n'est pas la seule à être "moderne" ne peut donner le plein

de ses potentialités que dans des milieux largement artificialisés, où le contrôle de l'eau et des prédateurs permet, avec l'usage massif d'engrais, d'obtenir des rendements élevés.

Les décennies suivantes ont vu la prise en compte de la gestion à long terme des potentialités naturelles et des questions de revenus, puis, récemment, des préférences alimentaires. On souligne ainsi que la sécurité alimentaire, c'est l'accès physique et économique de l'ensemble de la population en tout temps (en période de récolte ou de « soudure ») et en tout lieu, à une alimentation saine et suffisante pour satisfaire leurs besoins énergétiques et autres dans le cadre de leurs préférences alimentaires. On insiste aujourd'hui sur ces trois aspects puisqu'on estime qu'au niveau mondial, il y a assez d'aliments pour nourrir la planète grâce aux excédents des agricultures américaines (USA, Canada), européennes (France notamment) et des pays développés de l'hémisphère sud (Argentine, Australie, Nouvelle Zélande): l'accès géographique, la capacité à se procurer sur le marché des aliments et le respect de la diversité alimentaire.

### 2.1. L'accès géographique :

L'approvisionnement géographique est un des éléments stratégiques actuels dans la mesure où de plus en plus de populations dépendent du marché (de l'équilibre de l'offre et de la demande) pour accéder à leur alimentation et que le système des greniers, réserves et stocks à l'échelle villageoise, régionale, nationale, sous-régionale et mondiale a fait place à la logique des « flux tendus » (livraisons immédiates avec de très faibles réserves pour parer à l'imprévisible). L'Inde qui stockait près de 20 millions de tonnes de grains pour sa sécurité alimentaire pour faire face aux famines a abandonné cette politique, sous l'influence des institutions de Bretton Woods, la Chine qui avait des stocks trois fois plus importants, ferait de même ! Chacun sait pourtant dans le Sahel l'importance qu'a le grenier villageois pour gérer dans le temps l'alimentation du ménage. Mais on constate aussi un certain abandon de cette politique de réserves dans les zones climatiquement vulnérables. Les banques de céréales, communautaires ou étatiques, sont encore loin de répondre aux deux préoccupations qui se trouvent derrière cette politique : la régulation des prix en période de pénurie (un petit stock suffit s'il est utilisé à bon escient, selon la loi de King) et la sécurité elle-même pour fournir des denrées en quantité importantes en réponse aux disettes les plus graves qui peuvent se produire accidentellement.

L'existence d'un « système de transport adapté » est d'une importance capitale, surtout en Afrique : infrastructure, moyens de transport et organisation adéquates. Construire une route est loin d'être suffisant comme l'ont cru nombre de développeurs pour qu'il en soit fait un usage adéquat et bâtir un système de transport efficace n'est pas à la portée de chacun. A un niveau moindre, les échanges intervillageois et intravillageois par des systèmes adaptés, bicyclettes, traction bovine ou asine, sont loin d'être partout maîtrisés. La ville de Kano, la plus grande de l'Afrique précoloniale, a longtemps été ravitaillée et ses jardins fumés par des dizaines de milliers d'ânes ! Leur promotion est encore à faire comme forme nécessaire de modernité. L'enclavement, l'isolement géographique se combinent souvent avec l'insécurité pour rendre inaccessibles de nombreuses régions ou pays. La fiabilité et les coûts des transports lourds (route, rail, eau) grèvent de manière souvent rédhibitoire le prix des vivres. On estime qu'une tonne transportée par route en Afrique coûte de 2 à 3 fois ce qu'elle revient en Asie du Sud-Est ! Une carte des zones enclavées montrerait qu'elle inclue une bonne proportion de la population de l'Afrique subsaharienne, ce qui explique l'importance qu'a encore l'autoproduction dans ces territoires. Cette remarque est capitale à l'attention des sélectionneurs qui se préoccupent principalement des exploitations de taille moyenne intégrées au marché, seules en mesure d'adopter les semences élaborées en station.

### 2.2. Le moindre rôle des greniers et des stocks et la question politiquement sensible de l'accessibilité économique

Si l'accessibilité économique a toujours été évoquée, elle est devenue un point essentiel aujourd'hui. En clair, on estime que la « pauvreté monétaire et non monétaire » pour parler comme les macroéconomistes, le manque de moyens pour adopter la langue africaine constitue l'obstacle majeur à la sécurité alimentaire. La liaison pauvreté/insécurité alimentaire est établie depuis le rapport Banque mondiale sur le sujet en 1984 ! Du coup, cela renvoie à la fois au pouvoir d'achat des familles, à leurs sources de revenus agricoles et non agricoles comme aux prix des denrées et à leurs fluctuations dans le temps comme aux « termes de l'échange » (contrepartie alimentaire obtenue pour la vente de ses propres produits) pour les populations qui offrent elles-mêmes des produits sur le marché, pris ici au sens physique et économique du terme. On sait ainsi qu'en période de pénurie, les éleveurs sahéliens ou d'Afrique australe sont en position défavorable quand ils ont à vendre leur

bétail pour acheter un mil dont les prix ont monté de manière considérable. De même, les paysans sans tenure sécurisée de la terre du Nigeria et du Cameroun septentrional, d'Ethiopie, du Zimbabwe ou d'Afrique du Sud sont-ils vulnérables en ces périodes. La réforme agraire, on l'ignore trop souvent, n'a que rarement eu lieu dans ces pays mise à part celle du « négus rouge » et la récente gesticulation politicienne de Mugabe..

Mais c'est en ville que la question du pouvoir d'achat des plus démunis comme des classes moyennes se pose avec acuité. Ceci a été masqué jusqu'à la dévaluation de 1994 en Afrique Cfa par les systèmes de péréquation destinés à l'origine à équilibrer les prix (bas) du riz importé avec les prix de revient (très élevés) du riz produit dans les filières nationales créées de toutes pièces dans les périmètres irrigués et qui ont souvent servi à vendre un riz importé bon marché pour les consommateurs citadins essentiellement. On parle peu du rôle des caisses générales de Péréquation dont c'était la fonction, à Abidjan, Dakar ou Ouagadougou! Au Sénégal par exemple, les 300 à 500 000 tonnes de brisures de riz importées d'Asie du sud revenaient au tiers du prix du riz de la Saed, la société publique d'aménagement du fleuve Sénégal, à la fin des années 80 (80Fcfa contre 250). Elles ont été longtemps vendues à 160Fcfa dans le pays pour ne pas « désespérer » le petit salarié et le fonctionnaire de Dakar ! Et même après la dévaluation, par crainte de mouvements sociaux, la France a subventionné ce riz (le prix avait mécaniquement doublé !) pour le vendre au même prix quelque temps avant de l'augmenter progressivement. Des « émeutes de la faim » ont ponctué en de nombreux pays ce retour parfois brutal à la « vérité des prix » pour le pain, le riz, l'huile, etc. Il est vrai que l'Afrique subsaharienne n'a que très peu subventionné les denrées de base à la différence de l'Egypte ou du Mexique. On le voit par ces exemples, une politique alimentaire fondée sur les prix relatifs des denrées de base ne peut être favorable à tous et il est rare qu'un régime favorise les plus démunis (en l'occurrence, les petits producteurs) au détriment de ceux qui disposent d'une réelle capacité à mettre en cause le pouvoir, les citadins.

### 2.3. Les apports en aliments socialement reconnus

La valorisation du patrimoine de chaque population s'exprime dans son art d'apprêter les aliments, de les combiner, etc. On peut même ajouter qu'il n'y a pas forcément coïncidence entre les choix culturels et le « diététiquement correct » comme dans le cas de la cuisine méditerranéenne louée depuis quelques décennies en Occident. Personne n'a encore étudié les vertus du Bongo Chobi camerounais ou du Thié bou diem sénégalais. L'alimentation est un fait social total où le qualitatif, le statut, la sociabilité s'expriment par-delà les apports nutritionnels nécessaires sur lequel il y eut et il y a encore bien des controverses, entre les nutritionnistes indiens végétariens et les autres. La mondialisation en faisant de l'alimentation américaine symbolisée par Mc Donald's ce qu'il faut éviter à tout prix a sensibilisé ceux qui ne l'étaient pas encore à la richesse de la palette culinaire de la planète si bien que le respect des préférences alimentaires de chaque culture devient obligatoire dans toute intervention visant à combattre la sous-alimentation ou la malnutrition après un certain nombre d'erreurs majeures : introduction du blé européen en Afrique, etc. etc. On essaie de corriger les carences en fer, en iode, en vitamine A en puisant parfois (pas toujours) dans les ressources botaniques immédiates des populations. On sait aussi que la dynamique alimentaire des 1,2 milliards de Chinois vers une alimentation moins végétarienne qu'avant (chaque Chinois consomme 40 kg de viande contre 10 il y a cinquante ans) ne peut constituer par ailleurs un modèle à suivre....

Sur le plan de la sécurité alimentaire, cet objectif conduit à privilégier l'objectif d'autosuffisance (produire suffisamment d'aliments locaux pour la consommation nationale) proclamé à Lagos par l'Afrique voici deux décennies, mais rarement mis en application. L'Afrique subsaharienne consomme selon la FAO 168kg par habitant et par an de tubercules, féculents et racines (ignames, taros, macabos, manioc, patates douces, bananes plantains) contre 121,9 kg de céréales. Pourquoi la recherche agronomique a-t-elle si tardivement mis l'accent sur ces tubercules et féculents ?

### 3. L'insuffisance des réponses dominantes des années 70 et 80

Les réponses dominantes des années 70 et 80 ont visé à modifier le rapport population/ ressources en essayant de freiner l'augmentation du nombre d'enfants par femme, en augmentant parallèlement la productivité des plantes alimentaires par la mise au point des semences améliorées en station en vue de leur diffusion aux cultivateurs et en organisant ou tolérant le déplacement des populations localisées là où les potentialités sont insuffisantes (idéologie de la « nouvelle frontière » et de la mise en culture de la forêt) avec les problèmes environnementaux et fonciers qui en découlent (voir le sort de la forêt ivoirienne et la place des burkinabé en Côte-d'Ivoire, par exemple). A côté de ces solutions

de longue haleine, on a, à court terme, joué sur la division internationale du travail rendant l'Afrique dépendante du blé américain et européen, du riz asiatique et du lait européen.

### 3.1. La réponse malthusienne inopérante et rejetée par les Africains

La limitation des naissances, le planning familial, solution malthusienne aux problèmes de la faible croissance ou de la régression vivrière africaine (on ne sait pas exactement) n'a pas reçu en Afrique subsaharienne l'accueil réservé en Asie où l'on a vu le Japon autoriser massivement les avortements, la Chine sanctionner les familles nombreuses et laisser éliminer les filles (déficit féminin d'au moins 100 millions d'habitants) et l'Inde d'Indira Gandhi donner une prime aux hommes pour subir une vasectomie. C'est que le pouvoir précolonial africain reposait sur le contrôle des habitants, non sur un territoire délimité. Ceci explique les réticences des régimes africains à stopper l'expansion démographique d'autant que beaucoup restent convaincus qu'il y a assez de terres pour tous, si l'on excepte quelques zones qui atteignent des densités asiatiques (Rwanda, Burundi, pays igbo) où famine et génocide sont survenus. Cette idéologie anti-malthusienne n'a pu s'appuyer sur aucun mouvement féminin et il a fallu la crise des vingt dernières années pour que des sentiments xénophobes montrent, s'il en était besoin, que les « terres vacantes et libres d'appropriation » n'existent pas. Pays récemment indépendants, les pays africains ne sont pas des pays "neufs"! Le Nigeria ou la RDC ne sont pas le Brésil de ce point de vue! Au total, ce sont les couches de population les plus aisées en pays anglophone qui ont été les plus réceptives à l'idée de « parenté responsable » (terminologie officielle pour sensibiliser les familles à la nécessité d'ajuster les enfants aux ressources disponibles au Cameroun). Et l'on note une légère diminution du nombre d'enfants par femme passé de 6 à 5, ce qui reste encore élevé.

### 3.2. Les réponses inopérantes de l'agronomie de station

Les scientifiques avaient annoncé prématurément la disparition de l'insécurité alimentaire, du moins sa réduction drastique avec la « révolution verte » des agronomes des centres internationaux dont le prix Nobel Norman Borlaug (qui s'occupe d'ailleurs de l'Afrique avec Jimmy Carter dans le cadre du projet Sasakawa 2000) dans les années 70. L'Union indienne (je ne parle pas du Bangla Desh) a surmonté le risque de famine globale et diminué son niveau de malnutrition chronique selon l'institut de nutrition d'Hyderabad, à la suite du succès de la « révolution verte » dans les zones irriguées de quelques Etats, avec l'utilisation massive d'engrais, une politique de soutien des prix des céréales et une recherche importante et de haut niveau (la catastrophe de Bhopal a cependant terni cette « success story »!). En Afrique par contre, les périmètres hydromorphes ou la culture désastreuse du blé amélioré (en Tanzanie, au Nigeria ou au Cameroun) n'ont pas donné les résultats stratégiques escomptés malgré des centaines de milliards de dollars investis, souvent en pure perte. Seul, le maïs a progressé dans certaines zones (Afrique australe, Côte d'Ivoire par exemple) améliorant l'alimentation humaine là où le maïs est intégré dans les repas ! C'est que la combinaison articulée de facteurs positifs, techniques et politiques, scientifiques et économiques n'ont pu être réunis en Inde que par une volonté nationaliste de sortir du cycle des famines séculaires. Car, contrairement à certaines thèses, ce ne sont pas les semences améliorées seules qui ont sorti l'Inde des fléaux qu'elle connaissait, mais l'ensemble des mesures cohérentes relevant d'une politique agricole permettant à celles-ci de donner le plein de leurs potentialités (prix élevés, crédit rural, petite mécanisation, production d'engrais et de pesticides, stockage, recherche adaptative sans équivalent en Afrique, protection du marché intérieur, etc.). Et cette politique a été maintenue pendant deux décennies malgré son coût macroéconomique dénoncé par les institutions de Bretton Woods. Des inégalités spatiales renforcées et des effets environnementaux négatifs ont cependant été enregistrés que le pays s'efforce de corriger aujourd'hui. La "recherche-développement" (les agronomes à l'écoute des paysans!) et la vulgarisation agricole (training and visit de Bennor) préconisées à partir des années 80 en Afrique n'ont pas eu les effets attendus pour sortir du cercle vicieux de l'insécurité alimentaire. Voilà pourquoi des experts-agronomes ont préconisé en 1995, la "révolution doublement verte" tendant à concilier les semences transgéniques et le renouvellement de la fertilité à long terme et s'appuyant, faute d'une politique agricole impensable dans des pays ajustés, sur des pouvoirs paysans contrôlés démocratiquement. On notera la préoccupation écologique de ce nouveau slogan soucieux de développement durable mais on aura aussi mesuré la part d'utopie que recèle cette ambition de nos camarades agronomes. Travaillent-ils pour 2050? Mais alors, que faire à court et à moyen terme?

### **3.3. La solution géographique en butte aux droits supposés éminents des autochtones et au « limes » juridique de l'Europe grise**

Pierre Gourou avait montré en son temps que la localisation de la population subsaharienne n'était pas fonction des potentialités du milieu, c'est-à-dire du système eau-sol-plantes des agronomes. L'OAA (FAO) a systématisé cette idée en calculant la capacité potentielle des terres à nourrir une certaine charge démographique en fonction d'un certain niveau d'intensification et d'artificialisation de l'agriculture. En fait, ce sont les apports d'engrais NPK qui sont discriminants. P. Gourou avait parlé d'« erreurs géographiques ». Chassées par les envahisseurs foubé à cheval ou par l'onchocercose des vallées des Volta, du Niger, de la Bénoué ou du « Middle Belt » nigerian, certaines sociétés africaines sont installées sur des plateaux ou des montagnes granitiques aux sols pauvres et aux pluies incertaines si bien que l'on voit des densités générales dans des lieux inattendus (plateau de Jos, pays kabié, monts Mandara, etc.). Aussi, les premiers opérateurs du développement se sont-ils préoccupés d'organiser la migration de ces sociétés vers des zones sous-peuplées ayant de forts potentiels sans se préoccuper des droits fonciers attachés aux terres colonisées: middle belt nigerian, plaine de Garoua, vallées de la Volta et du Sourou, etc. Mais ce sont les mouvements spontanés de colonisation qui ont été les plus importants (Mossi en Côte-d'Ivoire, Bamiléké dans la région du mont Cameroun, Hutus au Kivu, etc.) provoquant souvent des tensions très fortes avec les autochtones ou prétendus tels (Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire et du Cameroun). Plus globalement, les migrations vers les pays riches peu peuplés d'Afrique (RDC, Côte d'Ivoire, Nigeria, Afrique du Sud, Gabon, etc.) ont permis de desserrer un rapport population/ressources critique. Les migrations hors d'Afrique ont pris la relève à la suite des expulsions massives du Nigeria, d'Afrique du Sud ou de Lybie, avec les problèmes que cela pose aux pays européens soucieux de contrôler les flux de personnes. On ne peut cependant s'empêcher ici de noter que la libéralisation de tous les flux au nom de la mondialisation ne concerne pas, bien évidemment, les êtres humains. La recherche d'un "équilibre optimum" géographique n'est pas préconisé par les économistes néo-classiques qui se préoccupent pourtant ardemment du désarmement douanier. Paradoxalement, la mondialisation n'a pas, s'agissant du continent africain d'effets très positifs dans ce domaine.

### **Conclusion: des doutes sur les perspectives globales actuelles et la nécessité de promouvoir des réponses à l'échelle et à la portée des communautés**

Le siècle qui s'est ouvert vit et pense dans le cadre de ce que l'on peut appeler l'économie, la société et la démocratie de marché quoi qu'on puisse en penser ici et là. Le rouleau compresseur de cette idéologie dominante ne suscite que des oppositions encore largement symboliques! Et cette prégnance de la « main invisible » et des intérêts individuels construit un univers où la régulation dans le temps et dans l'espace des flux et des besoins alimentaires est laissée à tous ceux qui disposent d'un pouvoir ou d'une position dominante au détriment des plus démunis et des plus vulnérables. La protection sociale n'est plus dans les fonctions de l'Etat modeste qui se met en place en Afrique centré sur ses fonctions régaliennes (justice, maintien de l'ordre, etc.). A chacun de se débrouiller avec son "capital social", son réseau relationnel et ses ressources potentielles. De l'autre côté, la biologie moléculaire nous promet des semences à cycle court, résistantes aux stress hydriques et aux prédateurs, bref, l'agriculture de rêve qui ne subirait plus les lois de la nature. Que les Européens ou les Japonais refusent de consommer des OGM (soja ou maïs) est sans importance. Biologistes célèbres et patrons des firmes agro-alimentaires de dimension mondiale en sont convaincus: les plantes transgéniques vont, enfin, éradiquer la faim au Sud. Mais qui va payer ces semences? Qui va rentabiliser les start-up de la biotechnologie en Californie ou à Sophia-Antipolis? Les paysans africains? Propriété de firmes biotechnologiques devant créer « de la valeur pour l'actionnaire » souvent retraité, comment ces semences pourront-elles être mises à disposition du paysan éthiopien ou malien? La faiblesse de la recherche publique dans ces domaines laisse pantois. Que l'on n'ait pas mesuré les conséquences de ces manipulations s'agissant des risques sanitaires et environnementaux importe peu, la menace de famine qui guette toujours le Sud suffit à justifier aux yeux de ces décideurs, l'urgence qu'il y a à favoriser la diffusion de ces plantes-miracles. On verra ensuite comment faire face si des risques se concrétisent...

Si l'économie de marché a permis de fluidifier la circulation des aliments au Mozambique, à Cuba ou en Chine - et c'est important! - un système bureaucratique ne pouvant jamais se substituer à un réseau efficient de commerçants comme l'histoire l'a montré, jusqu'où ce système peut-il assurer sans

aucune intervention étatique -subventions, régulations, etc.- la sécurité alimentaire des familles et personnes non solvables? On doit s'interroger aussi sur la logique et les risques des « flux tendus » dans le monde tel qu'il est et sur le recours sans frein aux importations coûteuses en devises et à l'aide alimentaire qui comporte des effets pervers. Bref, et sans entrer dans un débat de fond sur ces thèmes importants, ne faut-il pas, dans le contexte actuel réfléchir à l'échelle géographique et sociale où peuvent et doivent se combattre les différentes formes de vulnérabilité alimentaire? Le marché s'est substitué aux Etats sans pour autant être parfait ou fluide. Les fonctionnaires n'ont historiquement pas réussi à gérer avec efficacité le commerce des grains mais il n'y a que l'Etat qui puisse assurer la sécurisation du transport. La recherche de la paix est un préalable dans de nombreux pays. La « solidarité » africaine dont on fait grand cas, fonctionne sous la logique de la dette différée laissant de côté les plus vulnérables. Et la protection sociale généralisée est irréalisable. Au total, il revient aux communautés et aux régions de prendre en charge leur assurance alimentaire selon le principe de la subsidiarité: diminution de l'exposition aux risques par des mesures préventives et mise en œuvre des capacités à réagir efficacement en fonction des problèmes locaux à l'échelle adéquate. D'où les analyses scientifiques en termes de vulnérabilité/résilience. Ceci ne dispense pas Etats et communauté internationale d'assumer leur part de responsabilité dans l'accessibilité des vivres.

Au total, c'est à une analyse fine des problèmes sensibles dans l'ensemble du système alimentaire qu'il faut procéder pour mesurer la capacité des communautés à les résoudre seules ou avec des soutiens extérieurs. C'est aussi apprécier quels sont les acteurs les plus proches qui peuvent apporter ce soutien sans faire nécessairement appel aux structures lointaines dont l'Etat.

Poser ainsi la question revient à refuser les approches disciplinaires (ce n'est ni un problème technico-agronomique, ni économique, social ou médical, mais tout cela à la fois selon les lieux), c'est ne pas se laisser entraîner dans des à priori idéologiques (au marché, sa fonction essentielle, à l'Etat, son rôle régulateur) et c'est aussi reconnaître le rôle clé des familles et des communautés qui ne sauraient déléguer sans risque le soin d'assurer leur sécurité alimentaire. Les accidents majeurs que sont les famines peuvent être évités et l'insécurité structurelle demeurer sous contrôle. Ce n'est pourtant toujours pas le cas

---

*NB : Ce premier texte n'est qu'une ébauche de la conférence demandée par les organisateurs du colloque qui souhaitaient disposer d'un texte provisoire rapidement. Nous n'avons pas jugé, nécessaire de produire une bibliographie (immense!) et nous renvoyons à notre cours photocopié de l'edes-Paris 1 pour ceux qui voudraient poursuivre la réflexion. Par ailleurs, nous avons conduit cette réflexion générale sans avancer des chiffres qui ne peuvent être que des approximations parce que le bilan des disponibilités alimentaires « réelles » et le rapport production vivrière disponible/population est indisponible de manière fiable pour les plus peuplés des pays du sous-continent. Nigeria ( population estimée à 112 millions d'habitants en 2000), Ethiopie (estimée à 63 millions d'habitants en 2000), République Démocratique du Congo (estimée à 52 Mh). Ces trois pays où vivent 40% des Africains n'avaient pas procédé à des recensements ou ceux-ci étaient sujets à discussion. Si des évaluations existent, elles sont souvent révisées (OAA) ou viennent trop souvent à l'appui de thèses défendues. Les indices de production alimentaire sur longue période sont difficiles à construire et à interpréter. On trouvera cependant en annexe des éléments chiffrés comparatifs entre l'Inde et l'Afrique subsaharienne extraits des bases de données de l'OAA (estimations) qui donnent à réfléchir.*

**Tableau 1 : Evolution de la population de l'Afrique subsaharienne (1900-2010) en millions d'habitants**

Année	Population totale	Population urbaine	Population rurale
1990	463	122	341
2000	600	198	402
2005	677	245	432
2010	762	299	463

**Tableau 2 : Evolution comparée du rapport population/aliments extérieurs de l'Inde et de l'Afrique subsaharienne (1965-2000)**

AFRIQUE SUBSÁHARIENNE				INDE			
Année	Pop totale Millions h	Aide alimentaire *	Imports céréales*	Années	Pop totale	Aide alimentaire *	Imports Céréales*
1965	230	( ? )	2 560	1965	495	( ? )	7 950
1970	264	770	3 509	1970	555	2 591	4 262
1975	301	896	4 280	1975	621	1 231	7 681
1980	348	2 735	9 119	1980	689	435	417
1985	401	4 445	11 954	1985	768	258	195
1990	463	3 881	9 198	1990	850	217	212
1995	529	2 305	10 964	1995	934	268	66
1998	568	2 556	15 902	1998	982	323	2 230
2000	600	?	?	2000	1014	?	?

\*milliers de tonnes source : FAO

**Tableau 3 : Surfaces irriguées (en millions d'ha) et consommation d'engrais totale (en millions de tonnes) Afrique subsaharienne- Inde (1965-1998)**

Année	Milliers d'ha irrigués	MT d'engrais consommés	Année	Milliers d'ha Irrigués	MT d'engrais consommés
1965	2 875	263	1965	26 510	785
1970	3 107	439	1970	30 440	2 257
1975	3 464	707	1975	33 730	3 494
1980	3 980	956	1980	38 478	5 532
1985	4 523	1 204	1985	41 779	8 504
1990	4 885	1 305	1990	45 144	12 584
1995	5 134	1 071	1995	53 000	13 876
1998	5 169	1 292	1998	59 000	16 798

**Tableau 4 : les grandes importations africaines d'aliments depuis 1970 en milliers de tonnes**

Année	Blé	Riz	Mais	Sucre	Huile de palme	Lait	Poissons
1970	1881	668	430	883	35	1039	608
1980	3946	2277	2055	1553	188	2491	1371
1990	4807	2657	1105	1313	431	1879	1569
1998	8895	3796	2434	3057	551	2407	1020